



Fédération Progressiste

1ères rencontres/débats de la Fédération Progressiste

Maison de l'Amérique latine, 08 novembre 2022

- Compte-rendu -

« *Social-démocratie ou radicalité, quel avenir pour la gauche ?* »

Le 08 novembre 2022, plus de 300 personnes, dont 4 ministres ainsi que de nombreux députés de gauche, ont assisté aux premières rencontres/débats de la Fédération Progressiste organisées à la Maison de l'Amérique latine autour du thème « Social-démocratie ou radicalité, quel avenir pour la gauche ? ».

I. Mots de bienvenu et propos introductifs

Maude CLAVEQUIN

ancienne Vice-présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté, porte-parole de la Fédération Progressiste

Bonsoir à toutes et à tous, je suis ravie de vous voir aussi nombreux pour ces premières rencontres de la Fédération Progressiste.

Je vais rapidement me présenter : j'ai passé dix années au Parti socialiste, dont un peu plus de 5 en tant que Secrétaire fédéral du Territoire de Belfort et membre du Bureau national. Et sont arrivées les dernières élections municipales au cours desquelles j'ai eu l'outrecuidance d'être soutenue par La République En Marche ce qui m'a valu une excommunication en règle du PS mais je sais que je ne suis pas la seule dans ce cas-là, je vois dans la salle des personnes qui ont subi également les mêmes déboires.

Alors au-delà de cette situation symptomatique, **c'est bien évidemment la lente déliquescence qu'a vécu la gauche de gouvernement ces dernières années qui m'a conduit à rejoindre aujourd'hui la Fédération Progressiste** et cette lente déliquescence à terminer son chemin, si j'ose dire, avec cet accord contre-nature passé avec la France Insoumise qui représente cette ligne rouge, sans mauvais jeu de mots, qu'une gauche gouvernement ne devait pas franchir. **Aujourd'hui au-delà des désaccords programmatiques que nous pouvions imaginer, nous avons surtout un problème de fondamentaux car je crois sincèrement que nous ne partageons pas le socle, l'ADN de la gauche de gouvernement avec cette gauche extrême.**

A contrario à la Fédération Progressiste, nous croyons au sens de la nuance que nous avons malheureusement beaucoup perdu ces dernières années mais qui est absolument impérative.

Nous croyons en la force et à la vertu du dialogue social. Dans les prochains mois, nous souhaitons mettre en place cette méthodologie à la Fédération Progressiste.

Nadjoua BELHADEF

adjointe au Maire à Dijon, Vice-présidente à la Métropole de Dijon

Adhérente au PS depuis 2007, membre du Conseil fédéral de Côte-d'Or, le PS a toujours été pour moi un parti responsable, ancré dans le réel, où l'on pouvait débattre et faire émerger des idées. Bref, c'était pour moi un parti vivant. Malheureusement, j'ai senti comme Maude (Clavequin) que mon parti, ma famille politique s'étaient recroquevillés, s'étaient perdus, reniant son histoire. **Je crois aujourd'hui en une gauche forte, efficace, de gouvernement, bref je crois en la social-démocratie, parce que c'est une gauche qui comprend l'économie pour plus de justice sociale, mais c'est aussi une gauche européenne, une gauche universaliste, une gauche qui promeut l'écologie des territoires et c'est parce que je crois en tout ça que j'ai souhaité rejoindre le mouvement porté par François Rebsamen et les valeurs de la Fédération Progressiste¹.**

II. Présentation de la Fédération Progressiste

Juliette MÉADEL

ancienne Secrétaire d'État chargée de l'Aide aux victimes, conseillère municipale à Montrouge, Vice-présidente de la Fédération Progressiste

Chères amies, chers amis,

Je suis heureuse de vous accueillir aujourd'hui, à la Maison de l'Amérique latine, pour le lancement de la Fédération Progressiste, dont François Rebsamen, le Président, est à l'initiative.

Avec quelques amis anciens militants socialistes pour la plupart, élus pour beaucoup, sans étiquette politique pour certains, nous avons un point commun : nous sommes orphelins du socialisme, de Jean Jaurès, de Georges Clémenceau et de François Mitterrand, pour ne parler que de ceux qui sont morts. Et pour parler des vivants, et de l'avenir, nous sommes plein de désir et d'énergie positive pour faire revivre ou plutôt pour faire vivre la **gauche dite « de gouvernement »**, celle qui se cogne au réel, et qui, pour paraphraser Jean Jaurès, va à l'idéal.

Celle qui croit encore qu'elle peut bâtir un monde meilleur tout en conservant son ambition réformatrice, pour plus de progrès social, pour une République qui intègre mieux la différence, pour une société qui fait faire vivre la diversité dans le respect d'un socle de principes, comme la laïcité, la fraternité et la liberté.

Nous nous sommes retrouvés en avril dernier, à l'initiative de François Rebsamen, heureux de nous revoir, mais inquiets, pour l'avenir de notre pays et conscients de nos responsabilités. La guerre en Ukraine, les conséquences économiques et sociales de la crise du Covid, une inflation record, une crise énergétique, l'accélération du réchauffement climatique et ses vagues de chaleur mortifères pour la nature et pour la vie, donnent à nos sociétés des perspectives sombres. Il faut donc trouver des solutions rapides, efficaces et simples dans un monde de plus en plus complexe, interdépendant, interconnecté, et dans un paysage politique

¹ La charte des valeurs de la Fédération Progressiste : <https://www.federationprogressiste.com/charte-de-valeurs/>

fracturé en trois camps : **deux extrêmes, à droite et à gauche. Et un troisième camp, celui du milieu. Une sorte d'extrême centre.**

Ce qu'il manque à ces trois camps ? un projet de société solidaire, écologiste, et européen. L'extrême droite fait de l'écologie un accessoire de communication, la NUPES utilise l'Europe comme un outil à utiliser à la carte. Quant à l'« *extrême centre* », il ne fait pas des compromis mais se présente entre les deux autres extrêmes comme la seule alternative viable et raisonnable. Privant ainsi le peuple français d'un débat raisonnable entre deux options raisonnables : la gauche et la droite. **Il n'y a plus de débat droite-gauche, il n'y a que des débats entre le centre et les extrêmes.**

Nous avons appelé à voter pour Emmanuel Macron en 2022 parce qu'il était, par rapport à tous les candidats, indiscutablement le plus capable de présider la France dans la tempête. Rappelons-nous : la guerre en Ukraine venait de se déclencher, avec son cortège de menaces sur la stabilité mondiale, dans un cauchemar digne du docteur Folamour. La crise du Covid n'était pas encore terminée et les premiers indicateurs de fragilité économique, notamment de l'inflation, commençaient à se faire sentir.

6 mois plus tard, on ne peut pas dire que le contexte international se soit apaisé. L'été fut brûlant, pire que les pires anticipations ne le laissent supposer, signant ainsi une accélération dramatique du réchauffement climatique ; la crise énergétique a fait rage et les conséquences sociales difficiles de l'augmentation inédite de l'inflation depuis 40 ans n'ont fait que rendre encore plus insupportables les écarts de salaires indécentes entre les employés de Total et leur PDG, Patrick Pouyannet.

L'Assemblée nationale issue des élections législatives de juin dernier est plus fragmentée que jamais, les syndicats sont très affaiblis et la démocratie est malade. **Dans ce contexte, nous qui croyons en la force du dialogue social, en la capacité créatrice d'un débat public qui doit retrouver de la sérénité et du sérieux, nous avons décidé de nous retrousser les manches.**

Nous n'avons pas d'autre choix que de nous retrousser les manches pour éviter que nos concitoyens ne démissionnent définitivement de leurs devoirs électoraux, pour éviter que les Français ne se détournent de l'avenir de notre pays, et pour éviter qu'ils ne se replient sur leur sphère individuelle et que l'abstention, à force de croître, ne gagne la totalité du corps électoral. Elle est déjà à un niveau si élevé que l'on se demande même si la démocratie n'est pas en fin de vie. Nous n'avons donc pas d'autre choix que celui de reprendre le travail sur l'ouvrage, et de **reconstruire, patiemment, une nouvelle offre politique.** Ce sera long et ingrat.

Mais la réussite est à portée de main, parce que la France a besoin de gauche au sens premier du terme. La France a besoin d'un service public qui protège, d'une démocratie vivace, et d'une économie innovante, performante, sociale et solidaire.

Je vois trois conditions pour assurer la réussite de notre initiative : être capable de proposer des vraies solutions pour notre pays, ramener les abstentionnistes aux urnes, et rassembler les classes moyennes et les classes populaires, que nous avons perdues depuis bien longtemps.

Pour atteindre ces objectifs, la Fédération Progressiste se lance, et se veut un rassemblement de mouvements, -en ce qui me concerne par exemple je suis la fondatrice d'un mouvement d'idées, L'avenir n'attend pas, qui dispose d'élus à Montrouge- mes camarades ont

eux aussi leurs engagements et leurs associations. **Nous nous sommes donc réunis dans une organisation souple, dont chacun des membres conserve sa spécificité et sa liberté.**

La Fédération Progressiste s'est dotée de plusieurs instances, un conseil national, un collège des militants, un comité directeur et un bureau, composé comme suit² :

- quatre vice-présidents : **Joaquim Pueyo**, maire d'Alençon - **David Kimelfeld**, ancien président de la métropole de Lyon - **Christine Decodts**, Députée du Nord et **moi-même** ;
- un secrétaire général **Pascal Terrasse**, ancien député de l'Ardèche ;
- un trésorier **Benoît Bordat**, député de Côte-d'Or ;
- deux porte-paroles - **Maude Clavequin**, ancienne vice-présidente de Bourgogne-Franche-Comté et **Florian Lafarge** ancien conseiller ministériel ;
- un déontologue **Laurent Azoulai**, avocat, président du cercle Leon Blum.

Pour ce premier débat, nous avons choisi d'aborder la question de la nature même de la gauche : sociale-démocrate ou radicale, où doit elle se situer pour être la plus utile aux Français ?

Aujourd'hui, le terme de radicalité est associé à la NUPES. Ce qui est radical à la NUPES, ce sont les méthodes, - en interne, elles sont expéditives, le débat est absent et la démocratie inexistante - et en externe, c'est la communication qui est radicale. Les solutions proposées, elles, sont radicalement inapplicables. Oh, bien sûr, sur le fond, elles ne sont pas choquantes et pleines de bonnes intentions, mais elles ne sont pas crédibles. Par exemple, constitutionnaliser la règle verte qui impose de ne pas prendre plus à la nature que ce qu'elle peut reconstituer. Relever l'objectif de réduction des gaz à effet de serre à 65% d'ici à 2030 ou sortir du nucléaire, bloquer les prix, renationaliser les aéroports... ce sont des objectifs politiques louables, mais personne n'est aujourd'hui capable de les rendre applicables. Et alors, invariablement, la parole politique se démonétise et la défiance règne.

Nous, la gauche du réel, nous revendiquons d'être la gauche progressiste qui fait ce qu'elle dit et dit ce qu'elle fait.

Ce qui fonde l'essence même de la gauche, c'est sa capacité à transformer le réel, en s'appuyant sur des choix rationnels, et parfois même scientifiques. C'est aussi celle qui permettra l'émancipation individuelle, c'est-à-dire de faire en sorte que chacun ait les moyens de mener la vie qu'il s'est choisi dans des conditions décentes.

Est-ce que cette gauche-là peut un jour atteindre ses objectifs à coup d'outrance sectaire, de rejet du dialogue avec la majorité présidentielle, non.

Nous sentons bien aujourd'hui que notre pays a besoin de solutions à ses difficultés. Il nous revient de clarifier les termes du débat, de donner du sens, d'écarter les sujets subalternes, d'éviter les pièges des débats qui s'enflamment et ne servent qu'à faire du buzz au profit des réseaux sociaux, bref de poser sereinement les termes d'un débat serein.

Nous voulons donc parler des lendemains qui viennent, de ce monde qui arrive, sans mentir mais sans désespérer la jeunesse non plus. Avec lucidité, confiance, détermination et exigence. Nous sommes radicaux, comme le fut Clémenceau, radical-socialiste. **Nous sommes des radicaux progressistes, parce que nous voulons trouver des solutions rapidement au plus grand des défis de notre temps** : le réchauffement climatique qui occupe tous les esprits, mais qui peine à trouver une traduction politique à la hauteur. Je terminerai donc par ces mots

² Organigramme de la Fédération Progressiste : <https://www.federationprogressiste.com/notre-federation/>

de Clémenceau, « Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ».

François REBSAMEN

ancien ministre, maire de Dijon, président de la Fédération Progressiste

Bonsoir à toutes et tous,

J'ai un peu d'émotion à me retrouver avec vous ce soir, émotion de se retrouver ici dans cette belle salle de la Maison de l'Amérique latine, lieu emblématique s'il en est pour beaucoup d'entre nous, je ne doute pas que cela ravive des souvenirs, de bons souvenirs. Alors c'est pour cela que **je pense que nous devons passer une soirée faite de bienveillance**. C'est un mot qu'il convient de remettre à la mode dans ces moments d'échanges violents que l'on peut connaître à l'Assemblée nationale, peut-être sur les territoires, chacun en parlera à sa manière. En tout état de cause, ce que nous voulons aujourd'hui avec vous c'est débattre, je le dis sans emphase, **c'est poser ensemble le premier acte de qu'on pourrait appeler la création d'une alternative sociale, démocrate, écologique, universaliste, républicaine et européenne**.

Nous n'avons avec la Fédération Progressiste, je dois le dire ici, aucune volonté hégémonique.

Nous sommes heureux de travailler, d'échanger et de débattre avec tous ceux qui souhaitent le faire avec nous. **Pour prouver que nous n'avons aucune visée hégémonique, nous avons mis dans les statuts de notre petite fédération**, même si vous êtes déjà très nombreux ce soir, et je ne doute pas que vous serez encore plus nombreux demain à adhérer à celle-ci, **la possibilité d'une double appartenance**.

La double appartenance, c'est la garantie à ceux qui ont des hésitations de savoir rester ce qu'ils sont et de venir participer avec nous comme ils l'entendent. Il y a d'ailleurs ce soir des amis, des camarades qui viennent de familles politiques différentes mais qui représentent toutes, peu ou prou, cette alternative dont nous avons bien besoin.

Notre point de départ, celui de notre réflexion, mais on n'est pas les seuls et je sais que Martial Foucault en parlera mieux que moi en précisant des choses, **ce sont ces 40% de l'électorat socialiste qui avait voté que ce soit en 2017 ou en 2022, que ce soit au premier tour, que ce soit au second tour, pour Emmanuel Macron**. C'est la vérité des vérités.

Ces électeurs, à priori, ne se reconnaissent pas tous dans toutes les actions du gouvernement d'Emmanuel Macron, il faut bien le dire. Je les croise, ils sont là ce soir, nous les croisons et ils continuent à se vivre, je crois personnellement, en tout cas à se ressentir comme étant de gauche, à être de gauche, tout simplement. Après encore faut-il arriver à définir ce que nous allons faire tous ensemble, ce qu'est être de gauche.

Mais pour le moment ces électeurs, ceux qui ne veulent surtout pas des extrêmes, n'ont pas d'autres solutions que de se retrouver dans cet extrême centre. **Assurément ces électeurs et ces électrices sont, on peut le dire, orphelins d'une gauche de gouvernement, écologique, sociale, universaliste, laïque et européenne et aussi orphelins de débats de fond**.

Peut-être est-il utile à cet instant, même si cela a été fort bien exposé par Juliette Méadel, de **clarifier notre position vis-à-vis d'Emmanuel Macron**, car je sais que tout est dans la finesse ce soir, je vais donc dire les choses comme je les ressens. Elle se situe **clairement, je dois le**

dire, en soutien du Président de la République, il faut que les choses soient claires mais nous revendiquons une indépendance, une liberté d'esprit voire de critique. Car si nous n'avons pas ces trois facteurs réunis ensemble, nous ne savons pas où nous irons. Il faut rappeler cela. D'ailleurs je crois qu'à la droite de Renaissance, en soutien au Président de la République, enfin c'est ce qu'ils disent, je dis ça pour vous arracher un sourire, il y a Horizons qui a gardé sa propre autonomie, c'est le droit le plus stricte de ces amis car j'ai dit bienveillance ce soir. Nous aussi, nous souhaitons donc tout simplement rappeler que **nous soutenons le gouvernement mais nous gardons notre autonomie pour débattre et faire évoluer les idées. Nous voulons être ce soutien lucide et exigeant au gouvernement et au Président** : savoir reconnaître et dire ce qui est bien, j'ai signé avec d'autres maires une tribune sur l'écologie, et en même temps dénoncer ce qui ne nous semble pas aller dans le bon sens. **Revendiquer une certaine capacité à aborder tous les sujets sans tabou, sans langue de bois, sans sombrer dans le « politiquement correcte », sans invective, mais parler et penser « cash » en formulant des propositions fortes que nous élaborerions, que nous élaborerons ensemble, des propositions fortes, radicales** comme dirait peut-être d'ailleurs Juliette Méadel, **mais elles doivent être suffisamment réalistes pour être réalisables et donc crédibles.**

L'attente d'efficacité est devenue prioritaire chez nos citoyens et je souhaite qu'on se rappelle cela.

Il y a ici ou là des initiatives et il faudra bien qu'un jour ou l'autre elles se fédèrent, elles se rassemblent, que nous travaillions ensemble sans craindre la contradiction et les échanges dans un cadre républicain pour tenter d'aller de l'avant.

D'une part pour une raison évidente, même s'il est encore tôt pour en parler mais c'est une réalité, la constitution française fait que le Président ne se représentera pas. Il y en a beaucoup qui pensent déjà à ça mais je voudrais le dire ici : nous ne pensons pas à ça pour le moment mais c'est un fait.

D'autre part, **c'est Emmanuel Macron qui a créé ce nouvel ordre et ce nouveau désordre politique que nous connaissons, c'est la vérité. Il faudra donc fédérer ensemble ceux qui pensent, je pense qu'ici c'est l'immense majorité, que la NUPES n'est pas compatible avec l'aspiration au compromis** que les électeurs et les électrices, qui sont près de 82% dans un récent sondage à appeler de leurs vœux. La NUPES n'est définitivement pas compatible avec cet électorat sociale-démocrate car ceux qui se sont autoproclamées la vraie gauche, je me méfie toujours de ceux qui s'en réclament ainsi, n'ont pas hésité à excommunier en les qualifiant de droitiers tous ceux qui redoutaient leur cynisme et craignaient les effets des excès de leurs comportements sur nos concitoyens ; le summum ayant été atteint avec la convergence de votes parlementaires avec la droite extrême et l'extrême droite, en l'occurrence le RN.

A cet instant je le redis, nous n'avons pas de volonté hégémonique, bravo et merci aux ministres qui passeront tout à l'heure, je n'ai pas honte à le dire, il y a un qui était avec nous dès le début et **j'en profite pour saluer l'action de la Première ministre, elle aussi issue de la gauche,** faut-il le rappeler ?

Nous voulons donc tout simplement contribuer par nos propositions à l'élaboration d'une plateforme commune pour réinventer une gauche de gouvernement qui n'existe plus aujourd'hui. C'est cela aussi la Fédération Progressiste : nous possédons un ancrage territorial

certain et réel, qui apporte une approche et une réponse très concrètes aux attentes de nos concitoyens.

Nous voulons participer avec d'autres à l'élaboration d'un vrai projet de justice sociale, fiscale et écologique. Je suis convaincu que c'est le seul moyen pour rassembler toutes les familles progressistes présentes ce soir et nous sommes prêts à élaborer ensemble un projet pour regarder l'avenir.

Et nous sommes déterminés à réhabiliter la pratique du compromis, indispensable pour faire avancer notre pays. Le compromis, c'est l'essence même de la social-démocratie.

J'aimerais à cet instant, c'est tout à fait personnel, citer un homme, un socialiste, un ami, Henri Weber, décédé du Covid il y a deux ans, dans une indifférence beaucoup trop grande à mon goût, qui s'était converti à la gauche sociale-démocrate dans les années 1980 et je ne saurais que recommander à tous, pour la vivacité de ses réflexions, son « Eloge du compromis », publié chez Plon. Je pense que ça fait du bien de se replonger dans ces réflexions. Certes l'écologie était moins présente, ce qui nous permet de nous rappeler qu'il y a une dizaine d'années on parlait d'action environnementale, c'était le début de la lutte contre le réchauffement climatique, urgence qui était présente déjà mais qui n'avait pas encore pénétré toutes les consciences. **Avec Henri Weber, j'aimerais dire que la gauche de la transformation sociale, écologique, ne peut pas mourir. La gauche, c'est d'abord une conception de l'Homme et de la société, de la démocratie accomplie.** Cette gauche que nous souhaitons, c'est une économie maîtrisée au service de la société et de l'humain. **Nous ne battons pas uniquement pour une société du bien-être mais aussi du bien-vivre,** importance que nous devons apporter à la création, à la culture et j'ajoute, au travail.

Le quatrième engagement sur lequel nous devons nous tenir c'est bien évidemment la paix et la sécurité. C'est directement relié à cet universalisme qui anime profondément, j'en suis sûr ici, **notre conviction européenne et internationaliste.**

Je voudrais dire que notre éloge du compromis, n'est pas celui d'un compromis mollasson, de ces synthèses molles que nous avons réussi au Parti socialiste. Ce que nous voulons c'est au contraire nous placer dans la recherche d'un nouvel équilibre dans le rapport entre le capital et le travail. L'équilibre entre le capitalisme et les forces sociales, les avancées portées par la gauche depuis 40 ans sont aujourd'hui affadis et ne rencontrent plus l'assentiment et le soutien des classes populaires. Réfléchissons donc ensemble à apporter un nouveau partage avec les entreprises, l'investissement nécessaires pour ces entreprises, les actionnaires et les salariés.

Il y a donc un nouveau chemin à défricher, j'ai vu qu'il avait été lancé par le Président de la République l'autre jour et je pense qu'il est très important de reconnaître aux salariés qu'ils ont droit au partage de la valeur de la richesse ajoutée.

Il y a donc ensemble à défricher ce nouveau chemin en vous invitant à échanger avec tous ceux qui se sentent concernés par cette volonté de sortir la gauche du marasme dans lequel elle continue à s'enfoncer.

Je conclus par là où j'ai commencé, en reformulant cette volonté qui est la mienne et de ceux qui, à mes côtés, se sont engagés dans **la fondation de cette Fédération Progressiste : rassembler toutes les sensibilités de gauche, du centre-gauche et des démocrates, pour**

travailler ensemble à des propositions efficaces, courageuses et concrètes, et qui seront au service de nos concitoyens.

III. L'avenir de la gauche

Nadjoua BELHADEF : dans ce contexte actuel, il faut que nous apportions une réponse claire et efficace pour redéfinir les bases d'un contrat avec plus de justice sociale, d'écologie, de sécurité, d'Europe et de bienveillance. Pour cela, il nous faut débattre, échanger, travailler sur les thématiques importantes pour les Français et l'avenir du pays.

Martial Foucault, politologue, professeur à Sciences Po Paris et directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), va nous présenter son analyse inspirée de la dixième vague de l'enquête « Fractures françaises », que la Fondation Jean-Jaurès mène tous les ans en partenariat avec Ipsos, Sopra Steria, Le Monde et le Cevipof.

Martial FOUCAULT

politologue, agrégé de science politique, professeur à Sciences Po Paris et directeur du CEVIPOF³

Je fais partie de ceux qui considèrent que le clivage gauche-droite n'a pas disparu du fonctionnement de notre démocratie représentative et qu'il serait faux à mon sens, une erreur intellectuelle, de penser que parce qu'on assiste à la formation de blocs partisans nouveaux qu'il n'y aurait pas une capacité forte des citoyens à se définir par gauche, par droite, par extrême gauche, par extrême droite. Pour le centre, c'est plus compliqué.

La France est l'un des seuls pays européens où lorsqu'on pose une question sur leur positionnement politique sur une échelle de 0, à savoir très à gauche, à 10, à savoir très à droite, les Français répondent massivement et mettent très peu de secondes à se positionner comparativement à d'autres enquêtes. Cela est vrai depuis les premières enquêtes menées lors des élections législatives de 1978, c'est donc une constance qui permet de situer sur un temps long les évolutions idéologiques. **L'appropriation d'une culture de gauche et d'une culture de droite est encore très forte dans notre pays.**

En 2017, on observe 4 grands blocs électoraux. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon sont situés, grosso modo, autour de 1,5, donc de gauche, voire très à gauche. On a la même chose pour l'extrême droite, voire avec une polarisation encore plus forte car les électeurs de Marine Le Pen se positionnent très à droite, on est sur une moyenne de 9. L'électorat de François Fillon se situe autour de 8, chiffre beaucoup plus élevé que le positionnement des électeurs de Sarkozy en 2007 et en 2012, on assiste donc à une droitisation forte de l'électorat de François Fillon. Emmanuel Macron rassemble des électeurs qui se situent à 4, je dirais centre-gauche.

En 2022, on assiste à une transformation totale avec simplement 3 blocs. On observe un déplacement considérable de l'électorat d'Emmanuel Macron de 4 à 6, du centre-gauche au centre-droit. S'agit-il d'un déplacement culturel ? économique ? ou bien en termes d'action publique ? Pour Jean-Luc Mélenchon, il y a peu de changements. Pour Marine Le Pen, on observe un changement lié à l'effondrement total de la candidate des Républicains, Valérie Pécresse : le RN a grignoté une partie de son électorat. On a tort de dire que c'est simplement l'électorat d'Éric Zemmour qui a contribué à l'effondrement de l'électorat de Valérie Pécresse :

³ NB : le Powerpoint contenant les graphiques correspondants se trouve en annexe du présent document.

un grand nombre d'électeurs qui avaient choisi François Fillon en 2017 ont cette fois-ci opté pour Marine Le Pen.

Les gauches en 2022

Pour appréhender le déplacement de l'électorat de Macron de 4 à 6, il faut comprendre ce qui se passe à gauche. Des électeurs de gauche qui se positionnent à 3, 4 et 5 avaient 4 candidatures : Yannick Jadot, Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel.

Le choix des électeurs socialistes s'est porté principalement sur Emmanuel Macron :

- 43 électeurs sur 100 qui avaient voté pour François Hollande en 2012 ont voté pour Emmanuel Macron en 2017.

- 41,7 électeurs sur 100 qui avaient voté pour François Hollande en 2012 ont voté pour Emmanuel Macron en 2022.

Il y a donc peu de différences mais il faut voir les choses autrement : en 2022, 69,9 électeurs sur 100 qui avaient voté pour François Hollande en 2012 puis Emmanuel Macron en 2012 ont voté une nouvelle fois pour ce dernier en 2022.

Ce qui veut dire que l'électorat d'Emmanuel Macron est avant tout construit autour de celui de François Hollande en 2012.

Jean-Luc Mélenchon a tenté entre 2017 et 2022 de séduire une partie de l'électorat socialiste, déçue à la fois par une crise du leadership au sein de cette famille politique et aussi séduite par un positionnement idéologique en termes de politiques publiques qui se trouve aujourd'hui presque dans l'escarcelle du leader de la LFI.

Le terme d'union des gauches est galvaudé. Je n'observe pas une telle union sur les derniers législatives. Ce terme a été utilisé par le passé avec comme exemple le plus récent celui de la Gauche plurielle de 1997. En 2022, on parle surtout d'une mise sous tutelle du PS par une autre formation politique, la LFI. Avoir des accords dans le cadre d'une union des gauches signifie avoir des accords déployés après le premier tour de législatives : on n'a pas observé ce schéma pour l'élection de 2022.

Structure idéologique des électorats

- RN : autour de 80% se définit comme étant de droite et d'extrême-droite. C'est leur auto-positionnement idéologique.

- PC et LFI : très peu de différences, d'où cette concurrence intra-partisane qui conduit aujourd'hui ses deux leaders à s'opposer sur certains thèmes comme la valeur travail.

- PS : 82% d'électeurs qui se définissent comme de gauche, 6% du centre.

- Renaissance : 1 électeur sur 2 se définit de droite, 1 électeur sur 4 du centre et à peine 1 électeur sur 4 de gauche.

Il convient de préciser que le terme de centre est un objet politique qui n'a jamais donné lieu en France à un travail analytique. Le centre ne peut pas être considéré uniquement comme étant à mi-chemin entre droite et gauche.

Comment les Français se positionnent sur l'axe gauche-droite depuis 1978 ?

La première question que l'on pose lors de nos enquêtes depuis 1978 est celle de l'auto-positionnement. **On assiste à un rétrécissement des gauches. On a une constante du centre avec un élargissement à partir de 2017 et un rétrécissement de la droite depuis cette même date.**

Proximité partisane

En 2022, on a près de 30% des Français qui répondent qu'ils ne sentent proches d'aucuns partis. Le fait démocratique le plus marquant de ces dix dernières années, depuis 2012, c'est l'accélération d'une forme de dépolitisation en termes d'engagement vis-à-vis des organisations politiques. **Ça ne veut pas dire que les Français sont devenus dépolitisés mais leur engagement au sein d'organisations est définitivement abimé depuis une petite dizaine d'années.**

Disparition des jeunes électeurs socialistes

Ces électeurs âgés entre 18 et 24 ans **étaient près de 30% à voter pour le PS dans les années 80 (record en 1988 avec près de 40%). Aujourd'hui, ce vote se congestionne dans une zone de 10%. Ce phénomène n'est pas propre au PS et concerne globalement tous les partis politiques** : abstentionnisme très élevé de l'électorat 18-24 ans.

Niveau de tolérance des jeunes générations

Les jeunes ne deviennent pas de plus en plus intolérants. Le niveau de tolérance reste très élevé. C'est très important car il y a **prise de distance vis-à-vis des partis de gauche** et en même temps un niveau de tolérance qui reste très élevé.

En 2018, le niveau de tolérance de personnes qui se situent à gauche a nettement baissé (20 points en-dessous de 2008). Cette baisse du niveau de tolérance se fait au profit des partis du centre car on a dans le même temps une progression chez ces partis du seuil de tolérance, capables d'attirer les plus jeunes générations qui restent tolérantes.

La question des valeurs et de la tolérance est cruciale.

Importance des affects

Vous avez évoqué, M. Rebsamen, le terme de bienveillance. Avec la bienveillance, on tombe dans le subjectif. Quand on est dans le subjectif, on est dans le domaine des affects, des passions et des émotions. Or **on a tendance à objectiver les électeurs. Ignorer aujourd'hui la place qu'occupent les affects dans le choix électoral, c'est vraiment se tromper.** Je pousserai même un peu plus loin la provocation en vous disant **qu'au fond le XXe siècle, c'est le siècle des idéologies (communisme, socialisme, capitalisme, libéralisme, etc.). Le XXIe siècle me semble être beaucoup plus propice à être le siècle finalement d'une démocratie émotive plus que représentative.**

Importance du travail sur les valeurs

En complément de l'attention portée aux affects, il est important également de s'intéresser aux valeurs pour comprendre les points de rapprochement et les points d'éloignement entre les grandes familles politiques (LFI/PS/Renaissance/LR) :

- **Sur les valeurs de l'universalisme/anti-universalisme, il y a peu de différences entre les personnes se sentant proches de la gauche (LFI et PS) et le centre (Renaissance).** La différence est très grande entre Renaissance et Les Républicains sur le plan des valeurs culturelles.

- **Deuxième groupe de valeurs « société ouverte/fermée » : si on va sur un terrain qui se trouve à mi-chemin entre valeurs économiques et valeurs culturelles, la distance est grande entre le PS et Renaissance,** l'Europe a toujours été un clivage qui a traversé les grandes familles politiques.

- Là où il y a de **grandes différences, c'est sur le terrain économique** : la distance qui sépare la gauche, le PS de Renaissance est très grande. Là, on voit une sorte de rapprochement entre Renaissance et LR et un raccourcissement de la distance entre le PS et LFI.

Conclusion

Cette question des valeurs ne permet qu'à moitié de répondre à la droitisation de la société car cela laisse entendre qu'il y a un mouvement, qu'il y a un point de départ, que c'est un processus. Or le point de départ doit être situé, il faut choisir un moment particulier. **Droitisation ne veut pas dire que des citoyens, des électeurs de gauche se retrouvent aujourd'hui dans des familles politiques de droite parce que lorsqu'on regarde à droite on assiste aussi à une élévation de certains positionnements notamment sur les questions culturelles. La droitisation, c'est donc aussi des gens de droite qui vont vers des valeurs culturelles qui sont celles presque au cœur de l'ADN des familles de gauche.**

IV. La social-démocratie dans les territoires

David KIMELFELD

ancien président de la Métropole de Lyon, Vice-président de la Fédération Progressiste

Je tenais à remercier notre président François Rebsamen. **Il s'agit d'assumer notre soutien à Emmanuel Macron et d'afficher en même temps nos valeurs de gauche progressistes.**

C'est un soulagement de pouvoir se retrouver entre nous, avec bienveillance, tout en maintenant un esprit et un regard critiques, assumer notre soutien, parfois décalé par rapport à certaines mesures, mais tout en assumant nos propres valeurs.

L'enjeu aujourd'hui de cette fédération au-delà de ce qui se passe ce soir et de ce qui se passera au niveau national, **c'est bien évidemment comment décliner cela sur nos territoires.**

Il se trouve que dans ma région Auvergne-Rhône-Alpes ça tombe bien, on a un président de région LR, Laurent Wauquiez, et si certains réfléchissent encore à des délices avec Les Républicains, je les invite à venir sur place et à regarder de près les politiques culturelles, sociales, de solidarité, de transition écologique pour ne pas hésitez une seconde.

De l'autre côté, on a des exécutifs Verts à la tête de la ville et de la Métropole de Lyon mais aussi de la ville de Grenoble qui trouvent totalement délicieux cet accord NUPES et qui expliquent d'ailleurs même qu'il serait peut-être né en Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon une forme de laboratoire des idées.

A partir de là, je crois qu'il y a un espace devant nous, un espace que nous devons travailler.

Depuis quelques jours nous recevons les uns et les autres dans nos territoires et nos régions des témoignages de personnes qui ont envie de retravailler, de construire avec nous une gauche réformatrice, de le faire bien évidemment en parfaite intelligence et beaucoup de bienveillance, comme l'a dit François Rebsamen, avec nos amis de Renaissance sur nos territoires. C'est une grande mission qui doit nous occuper dans les semaines et les mois à venir.

Nadjoua BELHADEF : vous l'avez compris, **il est question pour nous d'être une gauche forte, progressiste et de gouvernement.** A ceux qui expliquent qu'ils sont en train de reconstituer un front populaire, ne sont-ils pas plutôt en train de reconstituer un front populiste

comme on a pu le voir dernièrement à l'Assemblée nationale avec cette motion de censure votée par l'extrême gauche et l'extrême droite ?

Joaquim PUEYO

maire d'Alençon, Vice-président de la Fédération Progressiste

J'ai commencé à être maire en 1983 d'une petite commune rurale et je n'ai jamais changé : j'ai toujours été de gauche. En tant que fils d'ouvrier, je suis tout à fait attentif à la justice sociale, à l'éducation et c'est grâce à l'école, à laquelle je dois beaucoup, grâce à la culture, grâce aux bourses que j'ai pu m'épanouir.

Je suis en rentré du PS, auquel j'avais adhéré en 1984, en raison de plusieurs sujets : en tant que parlementaire, j'étais membre de la Commission des affaires européennes, j'ai pu faire de nombreux rapports sur l'Europe de la défense, sur l'OTAN parce que je savais déjà qu'il fallait qu'on renforce l'Europe. Les seuls partis qui m'ont taclé à l'Assemblée nationale pour publier mes rapports, ont été le RN et la France Insoumise. Donc lorsque j'ai appris cet accord, ça m'était insupportable parce que je suis un européen convaincu et c'était renier en réalité mes convictions.

Le deuxième point porte sur la sécurité. Je suis également en retrait du PS actuel car lorsque la FI parle de l'insécurité, parle des forces de l'ordre, j'ai l'impression que le PS est bien silencieux ce qui est insupportable.

En tant que maire, je connais les problèmes de sécurité qui se posent car j'y suis confronté au quotidien. Il faudra à un moment donné, nous la Fédération Progressiste, qu'on reprenne le problème de l'insécurité. Il faut répondre à ce besoin de sécurité car moins de sécurité = moins de liberté. Il faut reconnaître que le gouvernement a créé des postes, il peut faire plus mais c'est déjà positif.

Le troisième point qui m'importe, c'est la jeunesse. Il faut accompagner les jeunes, leur faire confiance, les aider à porter des projets divers (économiques, culturels, humanitaires, etc.) : c'est ça être réformiste.

Je suis très sensible à la démarche de François Rebsamen parce que je me sens bien dans cette Fédération Progressiste : je suis de gauche, c'est une démarche et je sais également que dans la majorité actuelle, il y a des députés, des ministres qui viennent de la gauche et qui le sont toujours dans leur esprit. Si on pouvait tous se rassembler à un moment donné, cela serait formidable pour notre jeunesse comme pour toute notre population.

V. L'expression de la social-démocratie à l'Assemblée nationale

Benoit BORDAT

député de la Côte-d'Or, conseiller départemental, trésorier de la Fédération Progressiste

Pendant 15 ans j'ai été élu local auprès de François Rebsamen. Je me souviens qu'on abordait très peu les questions politiques avec les habitants car il fallait avant tout résoudre leurs problèmes, c'était notre priorité.

En arrivant à l'Assemblée nationale, je ne connaissais pas grand monde et finalement c'est par sensibilité, affinité que j'ai pu travailler avec des élus partageant les mêmes valeurs au sein d'un certain nombre de groupes de travail. On ne doit pas se reposer sur nos lauriers face à cette

opposition car c'est notre rôle de dire au gouvernement aussi qu'on doit faire mieux, qu'on doit faire plus. J'en suis fier car j'avais soutenu Emmanuel Macron en 2017 sur ce « en même-temps » : on peut être de gauche et en même temps soutenir le gouvernement.

VI. Commentaires et réactions des ministres

Olivier DUSSOPT

ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, président de Territoires de progrès

Je tiens à vous saluer toutes et tous ce soir et remercier François Rebsamen pour son invitation. Je voudrais vous dire deux choses. Tout d'abord mon immense plaisir de retrouver des visages connus et la certitude en venant ici d'entendre des choses qui sonnent agréablement à nos oreilles à tous. **Nous partageons beaucoup de choses avec des mobiles d'engagements politiques qui sont les mêmes et cet attachement fort et fondateur à la social-démocratie et au progressisme.** C'est le fait de ne pas vouloir dissocier le social de l'économie, le sociétal du régalién. Je reprends très facilement les mots de Joaquim Pueyo à l'instant : **revendiquer un positionnement à gauche dans la politique française ne signifie pas renoncer à se prononcer sur la sécurité, la fermeté de l'ordre avec cette certitude que pour qu'il y ait du progrès, il faut qu'il y ait de l'ordre. L'ordre est aussi synonyme de justice, de sécurité et de liberté pour celles et ceux qui veulent construire et avancer.**

La deuxième chose que je voulais souligner est l'importance de la bienveillance, comme l'a rappelé François Rebsamen. **Nous avons les uns et les autres des parcours, des engagements qui ont les mêmes objectifs à savoir de revendiquer d'être de gauche et de vouloir la réussite du Président de la République avec cette conviction que sa réussite est également celle du pays.** Chacun fait des choix, il y a la Fédération Progressiste, l'initiative « En Commun » de Barbara Pompili, Territoires de Progrès que j'ai l'honneur de présider et nous empruntons chacun des chemins avec un travail parlementaire, avec une proximité plus ou moins marquée avec Renaissance et le reste de la majorité. **Derrière tous ces chemins, il reste un commun qui explique que lorsqu'on se retrouve sur des sujets de fond, comme ceux que vous avez abordé ce soir, les convergences se font.**

Un grand merci à François Rebsamen pour son invitation à cet évènement qui conjugue amitié et politique donc je suis très heureux d'être à tes côtés ce soir.

Clément BEAUNE

ministre délégué chargé des Transports

Bonsoir à toutes et à tous, merci beaucoup François (Rebsamen) pour cette invitation. Je voulais juste partager un petit souvenir d'enfance, pour rebondir sur ce qu'a dit Joaquim (Pueyo) et Olivier (Dussopt) : quand j'étais jeune, j'ai eu la chance d'avoir des parents de gauche, un père impliqué, une mère qui suivait, qui adoraient François Mitterrand. Mon père était « Mitterrando-rocardien » ce qui ne facilitait pas les choses, Rocard sur le fond et Mitterrand sur la conquête et l'exercice du pouvoir. Cela me rappelle l'anecdote racontée par Michel Rocard lui-même : lorsqu'il annonce à son père qu'il souhaite faire de la politique, à gauche, ce qui n'allait pas de pair avec les positions familiales, et s'engager dans le PSU, donc une forme de social-démocrate, celui-ci se rend compte que son fils et lui ne seront jamais sur la même longueur d'ondes arguant du fait que s'il avait été un militant de gauche trotskyste ou autre, comme beaucoup de jeunes de sa génération, il aurait eu le temps de basculer à droite 20 ans

après mais qu'ayant choisi la voie sociale-démocrate, il le resterait malheureusement toute sa vie.

Alors on n'est pas Michel Rocard, mais on a tous un peu de ça au fond de nous et c'est peut-être cela qui nous réunit le plus car **je crois qu'il y a une constance**. Comme l'a dit Olivier (Dussopt), on n'a pas choisi les mêmes chemins, on n'a pas exactement les mêmes engagements dans la forme mais on se retrouve beaucoup sur le fond.

Dans le contexte difficile que nous connaissons actuellement, deux choses nous rassemblent : le refus de la compromission et de l'effacement.

Compromission : on a un accord politique qui écrase la sensibilité de gauche, au détriment de la ligne sociale-démocrate, au profit essentiellement d'une personne, à savoir Jean-Luc Mélenchon, en passant par pertes et profits des points essentiels : le rapport à une certaine forme d'ordre républicain, l'outrance dans les positionnements politiques, la radicalité qui est d'une certaine façon une sorte de trahison à ce qu'est une social-démocratie. Malgré nos choix et nos chemins différents, nous avons tous été choqués par cela et c'est sans doute cela qui a mené François Rebsamen et quelques autres à prendre cette initiative de créer cette Fédération Progressiste.

Refuser l'effacement car je crois au dépassement, pas à l'effacement.

On a chacun des histoires politiques, des sensibilités politiques, des parcours différents. Je pense que les grandes tendances culturelles et politiques que sont la gauche et la droite demeureront mais se retrouveront autrement. On n'a pas choisi de cacher, de taire ces différentes sensibilités. On a choisi une certaine constance, une certaine cohérence sans compromission ni effacement.

Il faut travailler ensemble pour avoir des convergences. Il est très important qu'il y ait ce soir des personnes de différentes « boutiques », passez-moi l'expression, car on a beaucoup à partager. Il faut montrer que la modalité ne l'emporte pas sur le fond. On a à partager des idées, on a à s'engueuler, ça fait partie de la gauche, mais on aura sans doute des moments difficiles à venir dans 4 ans et nous avons donc à travailler ensemble bien au-delà de cette salle ce soir.

Barbara POMPILI

ancienne Ministre de la Transition écologique, députée de la deuxième circonscription de la Somme

Je voulais vous dire d'abord que ça fait du bien d'avoir le sentiment d'être un peu en famille ce soir. **En famille, mais pas avec exactement les mêmes idées et c'est ça qui m'intéresse en venant ce soir. Il y a un vrai besoin de se parler et de construire ensemble.**

Je viens de la famille écologiste, foncièrement de gauche, et j'ai suivi Emmanuel Macron en 2017 car il prônait le dépassement, il proposait de sortir du verrouillage qui bloquait la vie politique française et dont j'avais été témoin en tant que députée, parce qu'on était incapable de se parler du moment qu'on n'appartenait pas à la même « boutique ».

A partir de là, **on a donc un monde politique à reconstruire mais la gauche raisonnable, dite de gouvernement n'a pas encore réussi à trouver son chemin. On a un devoir d'avancer ensemble car quel que soit le choix qu'on a fait, d'être ou non dans la majorité**

présidentielle, on s'est ramassé. Les électeurs qui ont les mêmes valeurs que nous n'ont pas voté pour une gauche raisonnable.

Il faut se poser la question suivante : pourquoi les gens aujourd'hui ne votent plus pour une alternative de gauche raisonnable ou de gouvernement ? Tout simplement parce qu'aujourd'hui, cette offre n'existe pas. On se doit de proposer un chemin aux électeurs qui partagent nos valeurs. On a besoin de travailler, de travailler vite et ensemble. Ce travail a commencé à être fait mais il faut le construire. Faire fusionner les boutiques ne fonctionnera que si on crée également un effet « wahou » pour aller chercher notamment les jeunes et faire en sorte qu'ils reviennent vers nous.

Commentaire de François Rebsamen

Emmanuel Macron a créé un nouvel ordre politique mais il a créé en même temps un nouveau désordre politique. On a donc le devoir de travailler ensemble. **Ce qui fait que nous sommes réunis ce soir, entre gens raisonnables, c'est que nous pensons que Yannick Jadot n'est pas une crevure,** en référence à ce qui a été taggué sur sa voiture lors de la mobilisation contre le projet de bassines à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres le 29 octobre dernier. Cet acte n'a même pas été dénoncé par ceux qui militent avec lui. C'est le contraire de la tolérance et de la bienveillance.

Olivier KLEIN

maire de Clichy-sous-Bois, ministre délégué chargé de la Ville et du Logement, membre fondateur de la Fédération Progressiste

Je suis heureux d'être là ce soir comme homme de gauche, dans l'esprit et dans l'action. Je crois dans l'action et dans l'action aujourd'hui au sein du gouvernement au sein duquel la présence d'hommes et de femmes de gauche est extrêmement importante. C'est aussi cela le dépassement et cela illustre notre capacité à travailler ensemble. **Je reprendrai les mots qui ont été prononcés ce soir : bienveillance, tolérance, reconnaissance et utilité.**

Ce qui a marqué ma vie politique et mon engagement associatif c'est d'essayer d'être utile, utile aux quartiers populaires, aux plus fragiles. C'est pourquoi il ne m'a pas été difficile d'emprunter le chemin pour rejoindre le gouvernement car je crois au dépassement et à la volonté d'être utile.

Aujourd'hui je me reconnais dans la social-démocratie, une social-démocratie qui réfléchit. Il nous a manqué la réflexion et le travail, ce qui aurait permis à la gauche d'être dans un autre état aujourd'hui, cette gauche qui n'a pas compris l'alerte d'avril 2002. On pensait que c'était impossible que cela implose car la force d'un parti l'emporterait toujours. A présent, on doit tous contribuer à ce chantier de la social-démocratie et à réfléchir à sa transformation dans le but d'être utile car les besoins d'hier ne sont pas les mêmes que de ceux d'aujourd'hui. Il a des besoins en matière de justice sociale, d'équité territoriale, etc.

Ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale avec les propos tenus par un député RN à l'encontre d'un député de la NUPES, nous oblige à travailler, à progresser, à nous rassembler face à une crise qui fait le lit d'un parti comme le RN. **Cela nous oblige à proposer au pays non pas une alternative mais plutôt une continuité au dépassement qu'on a construit autour du Président de la République.**

VII. Place au dialogue avec la salle

Au cours de l'échange avec la salle, de nombreuses personnes ont tenu à manifester leur plaisir d'être présentes ce soir et ont salué l'initiative de créer cette Fédération dont les objectifs, qui s'inscrivent dans une démarche politique concrète, sont multiples : reconstruire une social-démocratie en France, recréer un espace de dialogue entre différentes forces de gauche, parler de nouveau aux jeunes et lutter contre la montée du RN.

VIII. Conclusion de François Rebsamen

Je tiens à vous remercier d'être venu aussi nombreux un mardi soir à Paris alors que ce n'est pas forcément évident de se déplacer en pleine semaine.

C'est le rôle de la social-démocratie de lutter contre les inégalités sociales et ce, dès le plus jeune âge. Enseigner des savoirs populaires au quotidien auprès des habitants, comme nager ou apprendre à faire du vélo, c'est ce qui fait la force de la social-démocratie.

Pour la vie démocratique, il est important de donner la parole et une place aux corps intermédiaires : les associations, les organisations syndicales, etc. Nous pourrions commencer d'ailleurs par les inviter et les associer à nos tables-rondes.

Notre prochaine réunion se tiendra en février, un samedi, avec déjà deux invités : les écrivains et journalistes Caroline Fourest et Giuliano da Empoli.

On souhaite créer du débat, on souhaite avancer ensemble et se rassembler car cela est nécessaire.

Je vous rappelle qu'il est possible d'adhérer à notre Fédération Progressiste et que nous avons besoin d'adhésions pour continuer notre travail.

On devra travailler ensemble pour notre pays.

Merci à toutes et à tous et à très bientôt.



**ADHÉRER À LA
FÉDÉRATION**



www.federationprogressiste.com

@FedProgressiste  



**Fédération
Progressiste**

Tères rencontres / débats de
la Fédération Progressiste à la
Maison de l'Amérique Latine,
217 Bd Saint-Germain, Paris

**le 8 nov. 2022
à 19h00**

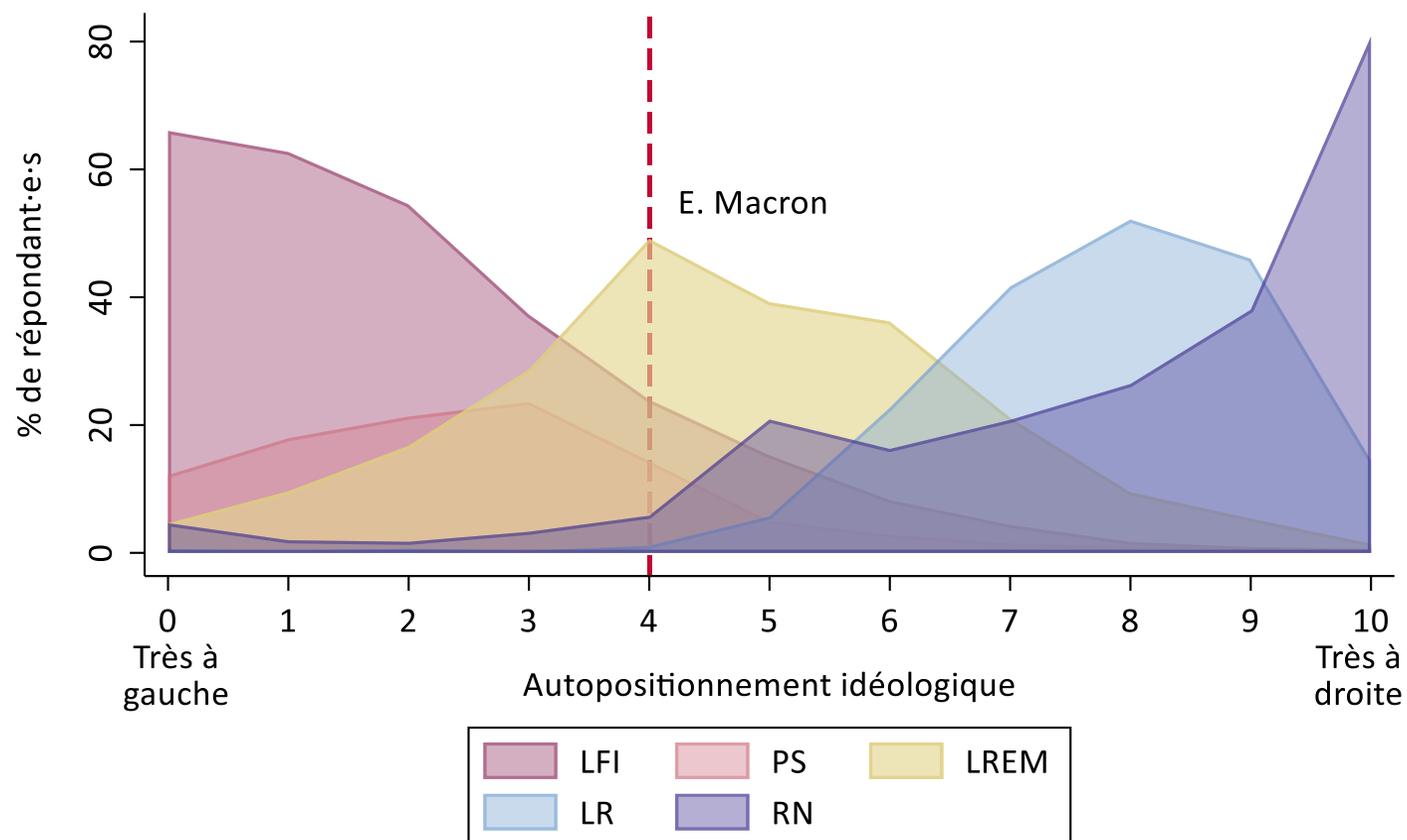
"Social-démocratie ou radicalité,
quel avenir pour la gauche?"

**Polarisation partisane,
conflits de valeurs,
droitisation de la
société ?**

Martial Foucault

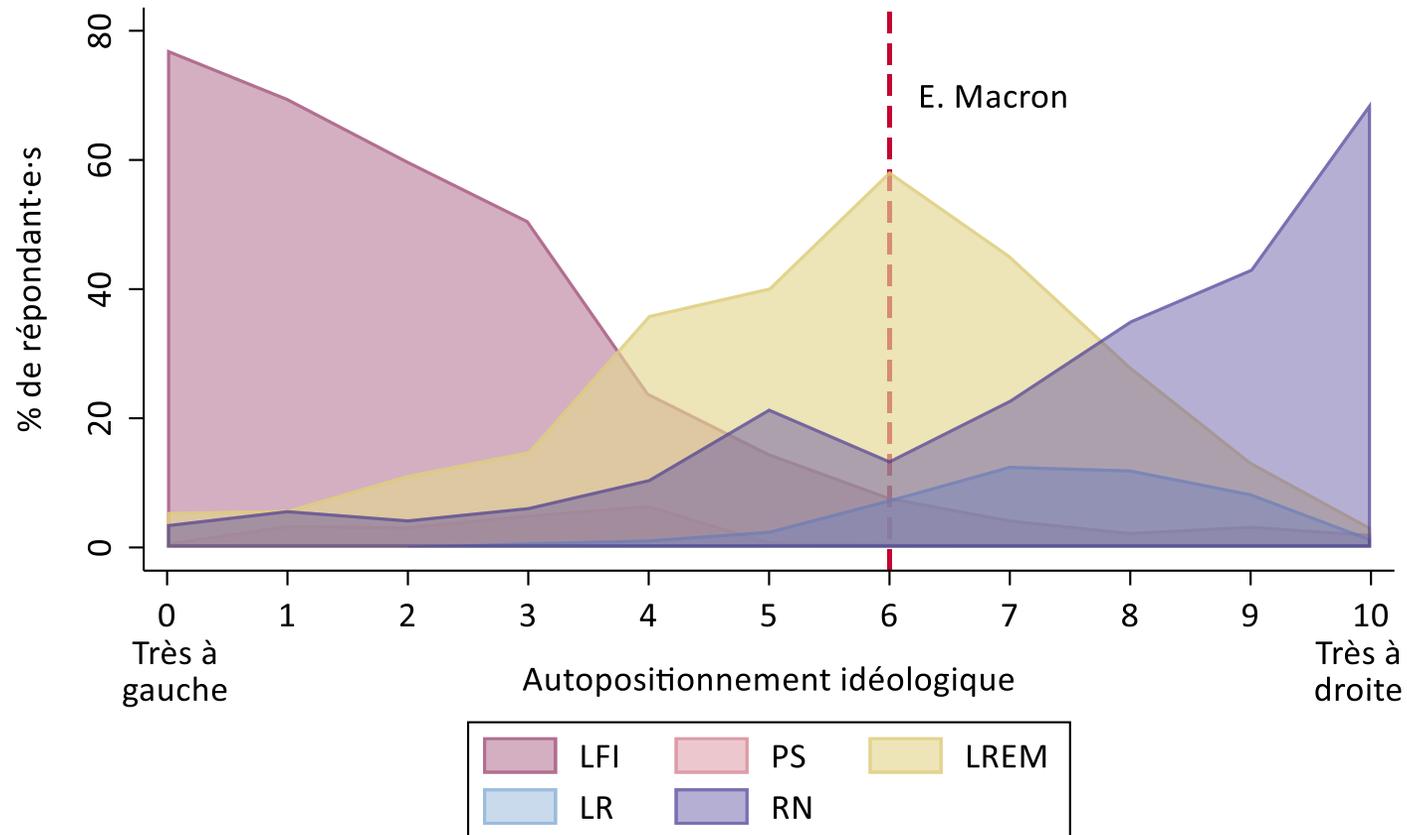
**Professeur à Sciences Po et
directeur du CEVIPOF**

4 blocs électoraux en 2017



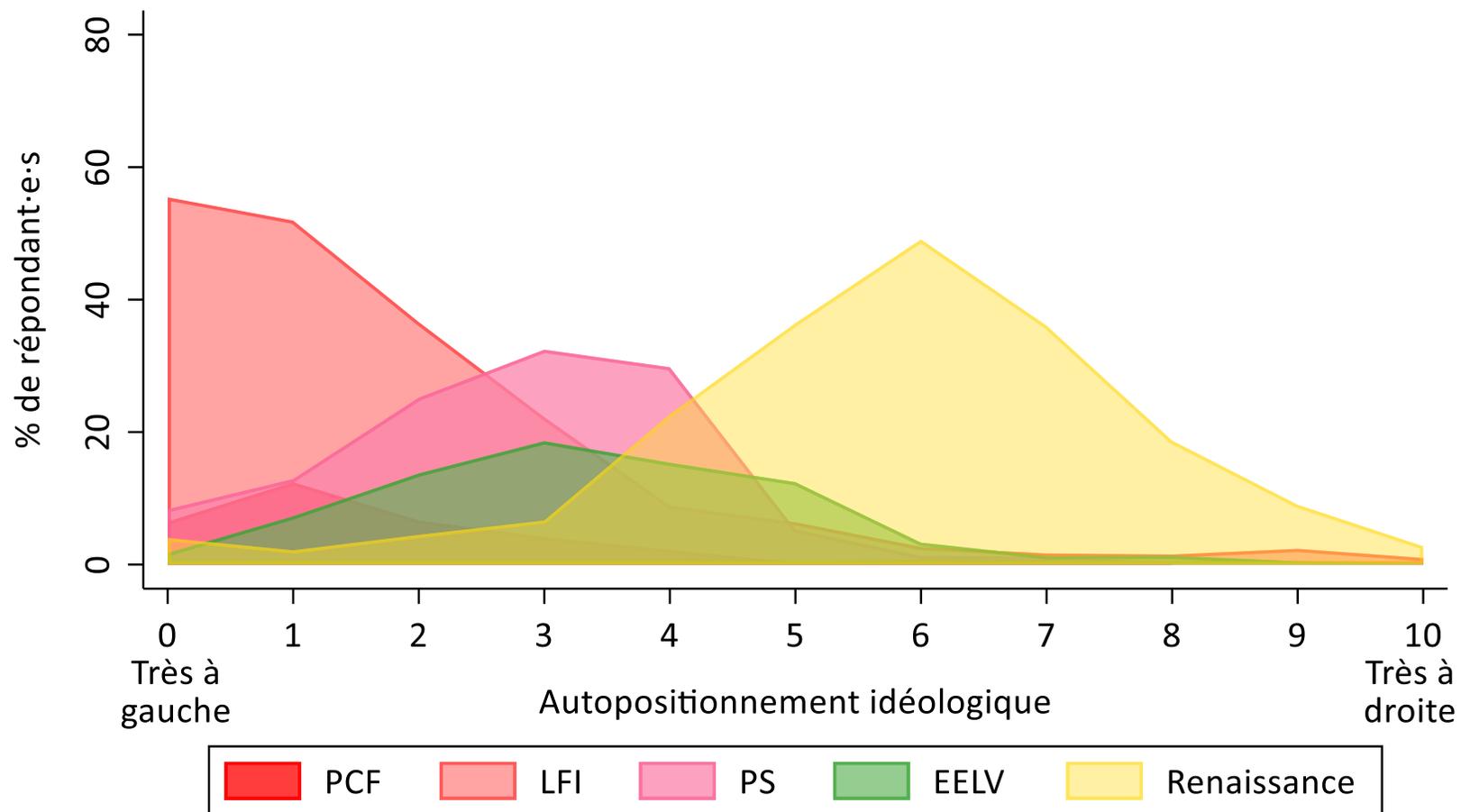
Note de lecture : 66 % des individus qui se positionnent à 0 (très à gauche) ont voté J.L. Mélenchon.
49 % des individus qui se positionnent à 4 (centre-gauche) ont voté E. Macron

3 blocs électoraux en 2022



Note de lecture : 77 % des individus qui se positionnent à 0 (très à gauche) ont voté J.-L. Mélenchon.
58 % des individus qui se positionnent à 6 (centre-droite) ont voté E. Macron.

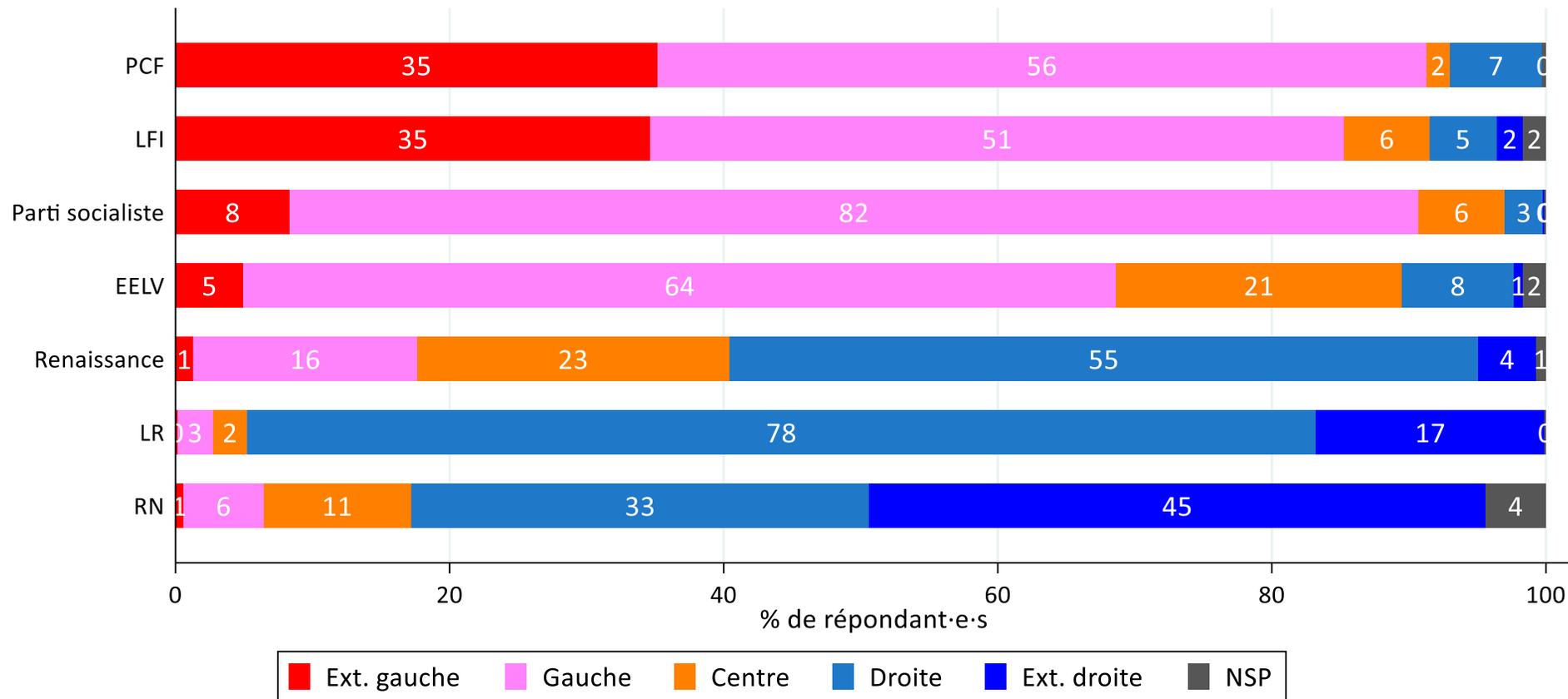
Les gauches en 2022



Note de lecture : 55 % des individus qui se positionnent à 0 (très à gauche) se déclarent proches de LFI.
32 % des individus qui se positionnent à 3 (gauche) se déclarent proches du PS.
18,5% des individus qui se positionnent à 3 (gauche) se déclarent proches d'EELV.
49% des individus qui se positionnent à 6 (centre-droite) se déclarent proches de Renaissance.

Martial Foucault

Structure idéologique des électorats



Mobilité électorale entre 2012 et 2022

Choix des électeurs de F. Hollande en 2012

	2017		2022
E. Macron	43,4	E. Macron	41,7
JL Mélenchon	23,8	JL Mélenchon	26,6
B. Hamon	18,8	M. Le Pen	7,8
M. Le Pen	6,8	Y. Jadot	6,5
P. Poutou	1,9	A. Hidalgo	4,8
F. Fillon	1,9	F. Roussel	4,3
N. Dupont-Aignan	1,6	E. Zemmour	2,3
J. Lassalle	0,7	J. Lassalle	2,0
N. Arthaud	0,6	P. Poutou	1,2
F. Asselineau	0,3	V. Pécresse	1,2
J. Cheminade	0,1	N. Dupont-Aignan	1,1
		N. Arthaud	0,4

(en % des exprimés)

(en % des exprimés)

Mobilité électorale entre 2012 et 2022

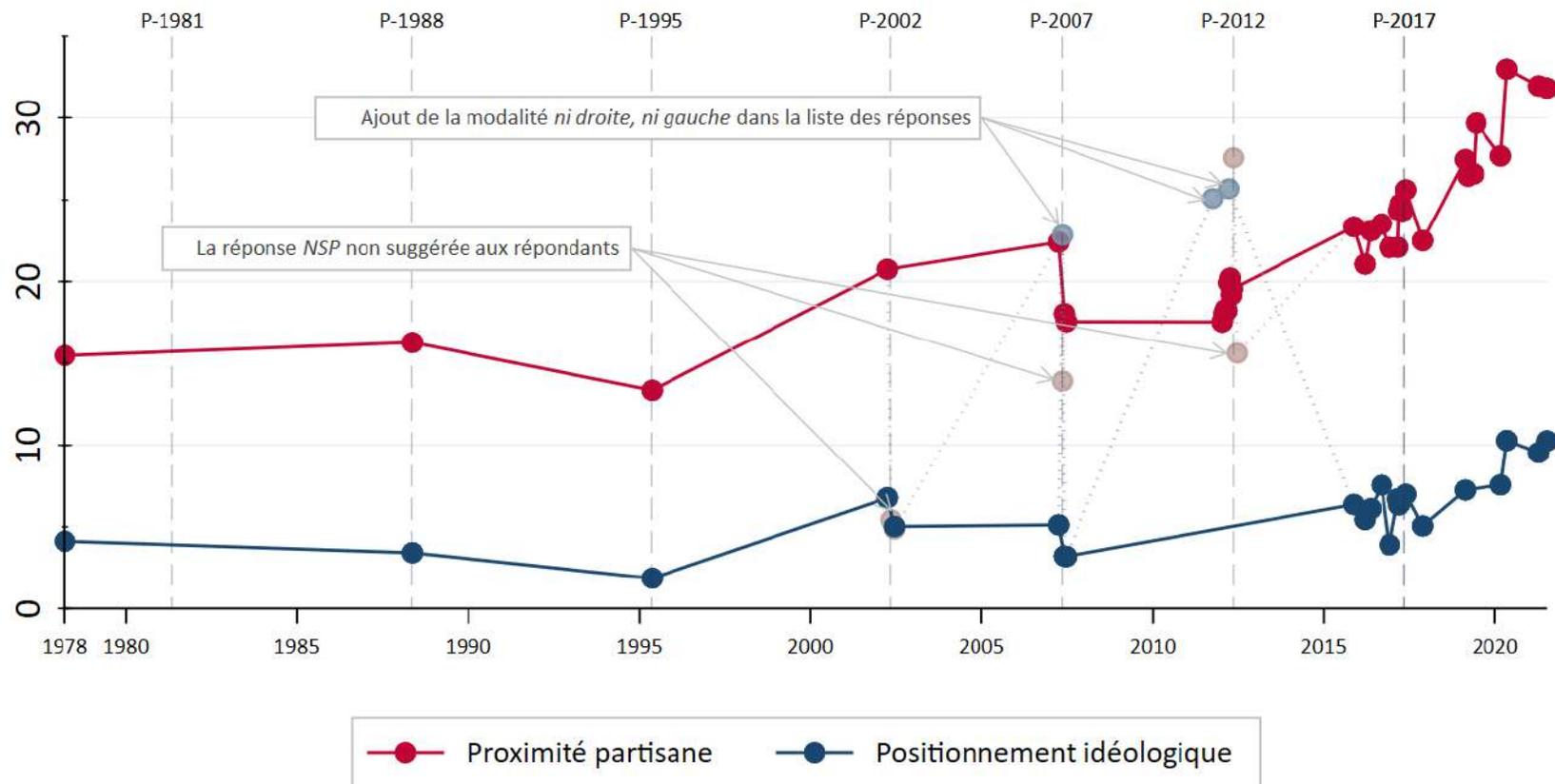
Choix des électeurs de F. Hollande en 2012

	2017		2022
E. Macron	43,4	E. Macron	41,7
JL Mélenchon	23,8	JL Mélenchon	26,6
B. Hamon	18,8	M. Le Pen	7,8
M. Le Pen	6,8	Y. Jadot	6,5
P. Poutou	1,9	A. Hidalgo	4,8
F. Fillon	1,9	F. Roussel	4,3
N. Dupont-Aignan	1,6	E. Zemmour	2,3
J. Lassalle	0,7	J. Lassalle	2,0
N. Arthaud	0,6	P. Poutou	1,2
F. Asselineau	0,3	V. Pécresse	1,2
J. Cheminade	0,1	N. Dupont-Aignan	1,1
		N. Arthaud	0,4
<i>(en % des exprimés)</i>		<i>(en % des exprimés)</i>	

Choix des électeurs de F. Hollande en 2012 ayant voté E. Macron en 2017

	2022
E. Macron	69,9
JL Mélenchon	10,8
A. Hidalgo	4,7
Y. Jadot	4,2
M. Le Pen	4,0
F. Roussel	2,7
E. Zemmour	1,2
V. Pécresse	1,2
J. Lassalle	0,9
P. Poutou	0,7
<i>(en % des exprimés)</i>	

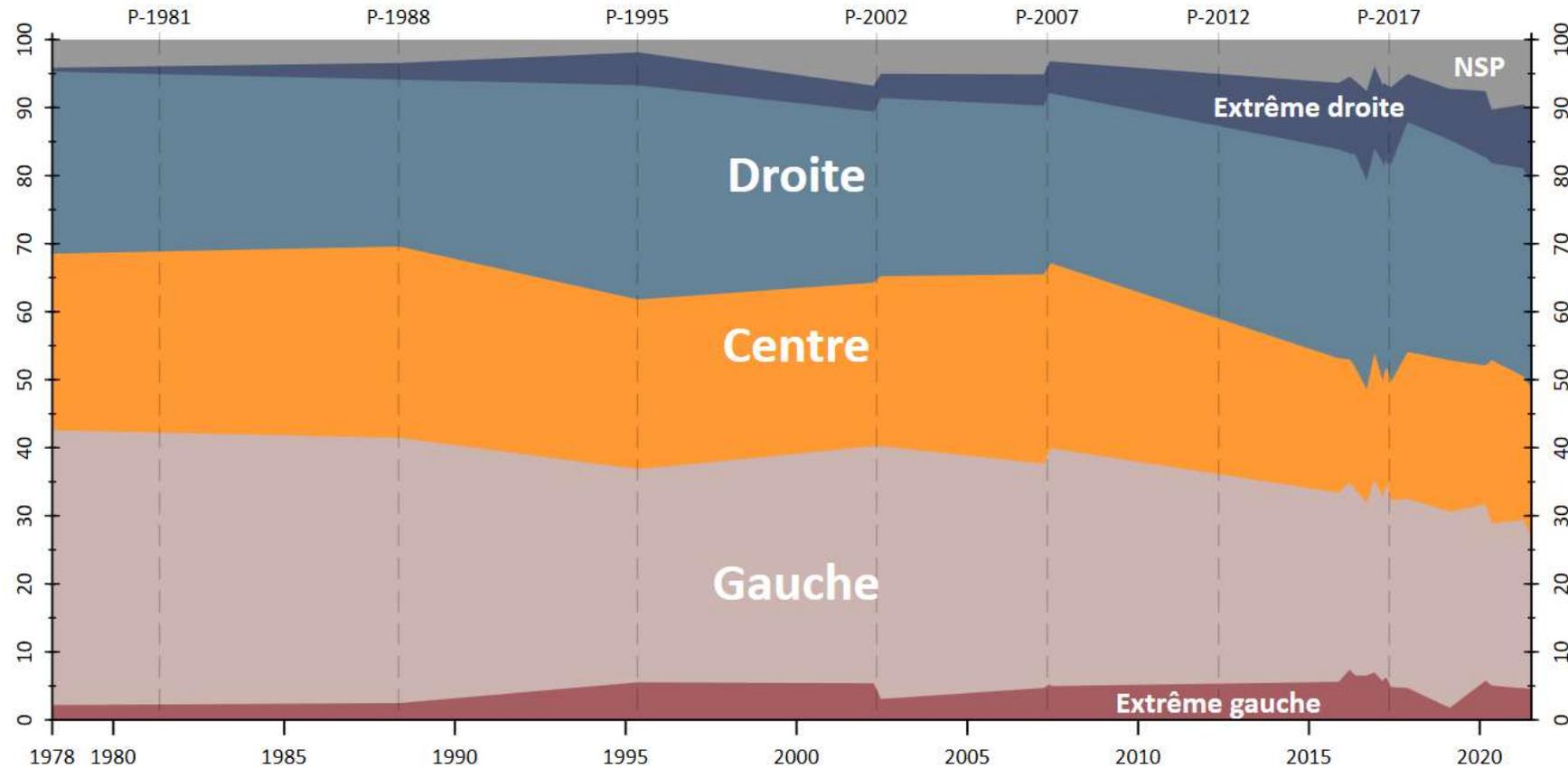
Le clivage gauche-droite résiste (1978-2021)



Note de lecture : Chaque point représente une enquête (ou une vague d'enquête). Les points en transparence représentent des enquêtes avec des questions différentes. Pour l'autopositionnement idéologique, quand la modalité *ni gauche, ni droite* existe, elle est considérée comme une non-réponse

Sources : enquêtes électorales 1978/1988/1995/PANEL2002/PANEL2007/ENEF2017/ENEF2022 (CEVIPOF) ; enquête COVID-19 mai 2020 (CEVIPOF).

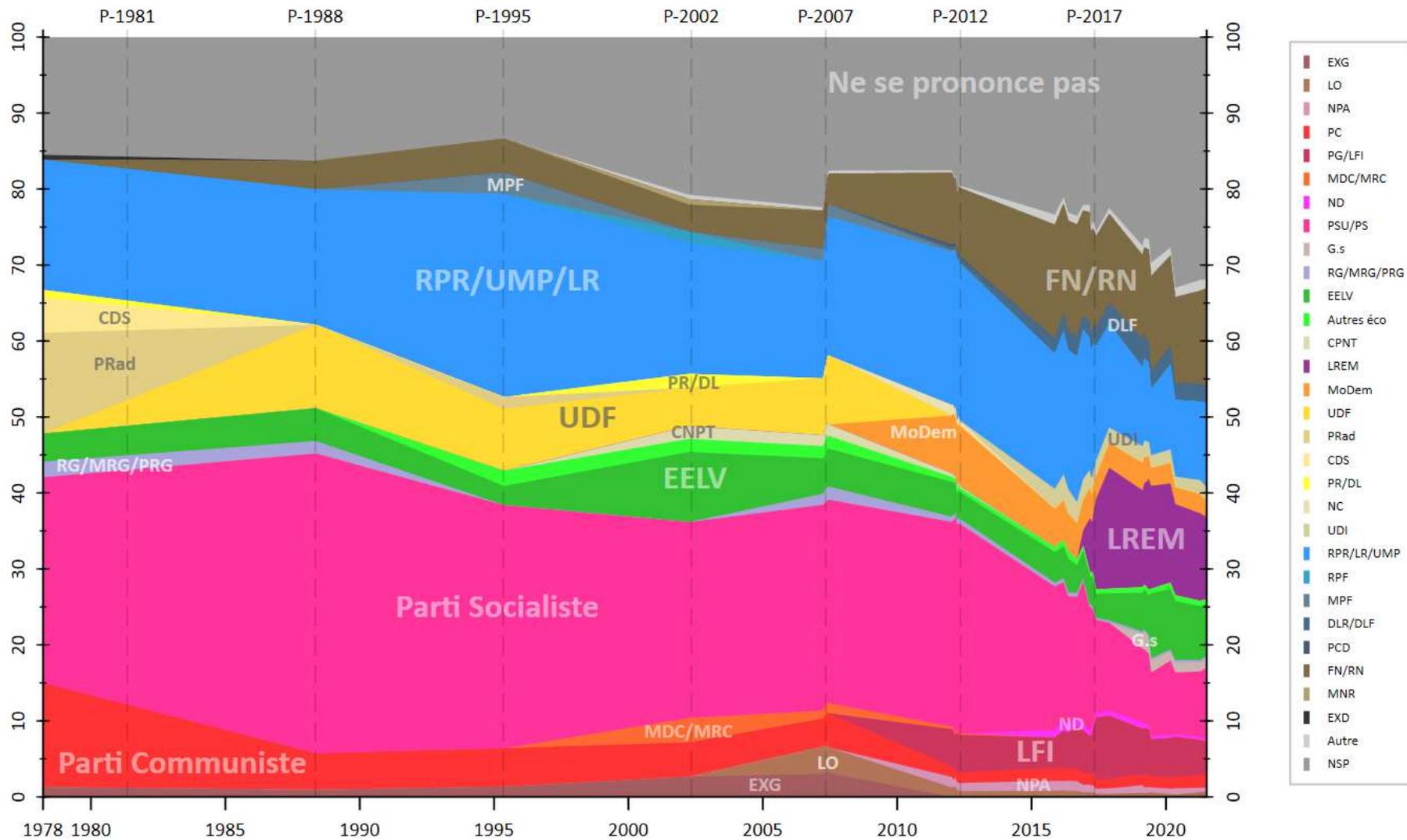
Comment les Français se positionnent-ils sur l'axe gauche – droite (1978-2021)?



Note de lecture : les enquêtes codées en 7 modalités sont recodées 1 : extrême gauche ; 2/3 : gauche ; 4 : centre ; 6/7 : droite ; 7 : extrême droite. Les non-réponses et les modalités *ni droite, ni gauche* sont recodées en NSP. Les enquêtes codées en 11 modalités sont recodées 0/1 : extrême gauche ; 2/3/4 : gauche ; 5 : centre ; 6/7/8 : droite ; 9/10 : extrême droite.

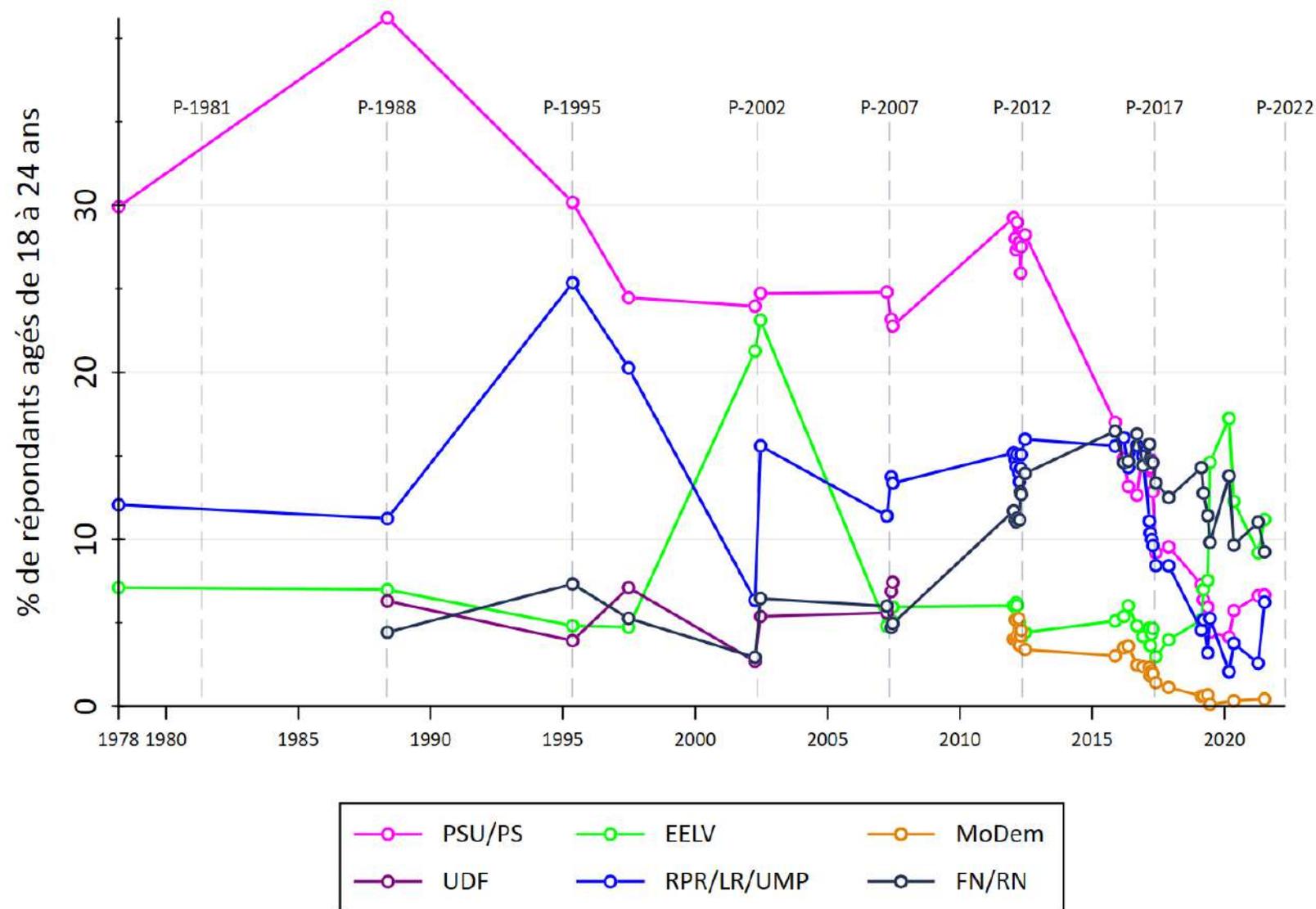
Sources : enquêtes électorales 1978/1988/1995/PANEL2002/PANEL2007/ENEP2017/ENEP2022 (CEVIPOF) ; enquête COVID-19 mai 2020 (CEVIPOF).

Pourcentage de répartition de la proximité partisane entre 1978-2021

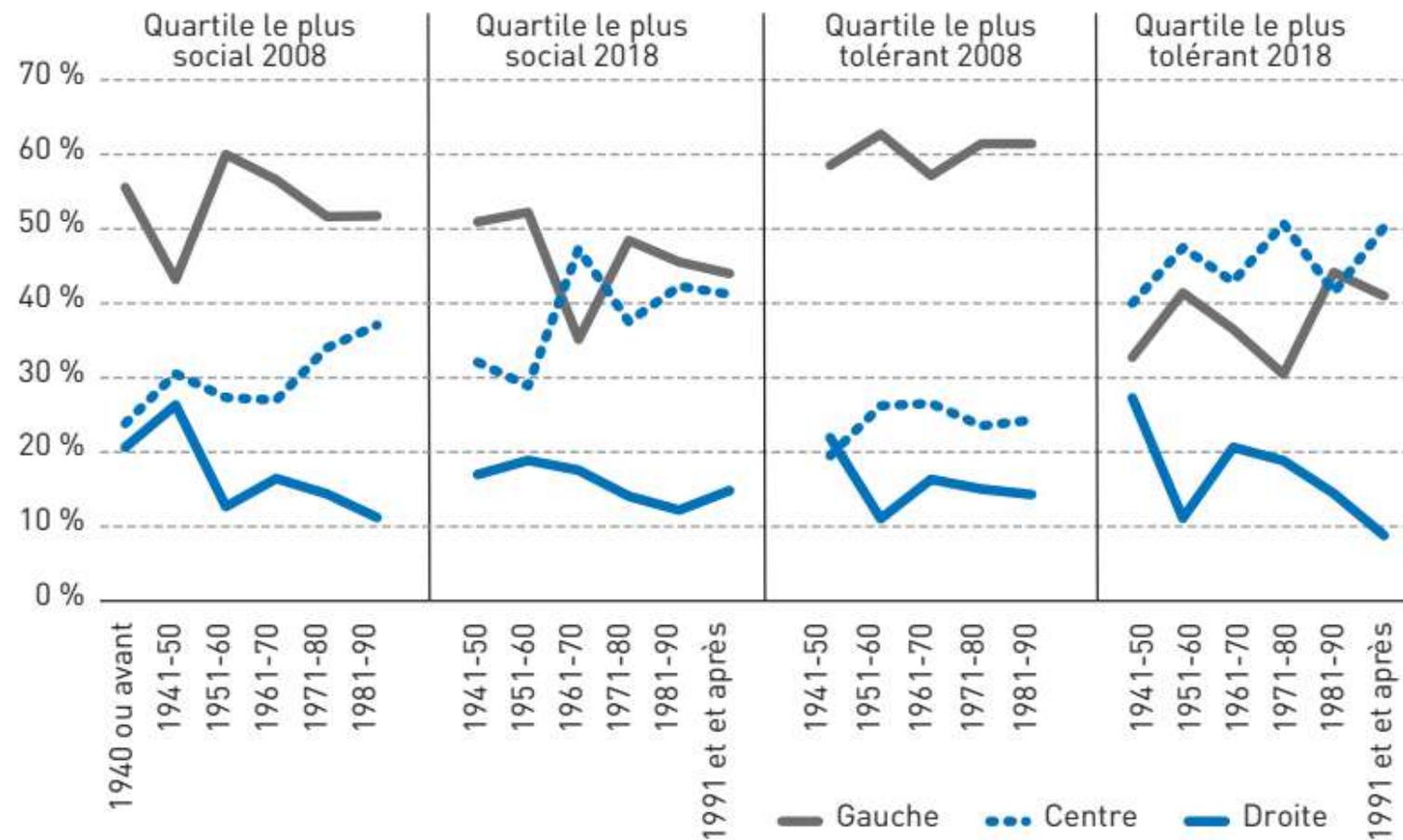


Sources : enquêtes électorales 1978/1988/1995/PANEL2002/PANEL2007/ENEF2017/ENEF2022 (CEVIPOF) ; enquête COVID-19 mai 2020 (CEVIPOF).

La disparation des jeunes électeurs socialistes



Graphique 3. Évolutions des placements politiques dans les noyaux durs des valeurs de gauche



Source : enquête Valeurs 2008 et 2018.

Les Français sont avant tout préoccupés par le pouvoir d'achat, l'environnement et l'avenir du système social

Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?
 (base: Ensemble de l'échantillon) – Total supérieur à 100 car deux réponses possibles



Source: Enquête Fractures françaises, 2022, CEVIPOF, FJJ, Le Monde, IPSOS

Discussion autour des valeurs

Valeurs

	% de personnes d'accord selon le parti le plus proche			
	LFI	PS	Renaissance	LR
Universalisme / Anti-universalisme				
Il faudrait rétablir la peine de mort	33	28	34	55
On ne se sent plus chez soi comme avant	35	40	48	81
Il y a trop d'étrangers en France	38	43	56	88
Société ouverte/fermée				
La mondialisation, opportunité pour la France	36	51	72	45
L'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose	54	81	92	68
Libéralisme / anti-libéralisme économique				
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	39	56	83	84
L'immigration est une nécessité pour l'économie française	61	55	57	28
Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre pour donner aux pauvres	87	77	42	30
Il faut renforcer la protection des salariés	74	63	26	24
Il faut limiter le rôle de l'Etat dans l'économie	34	31	38	59

Source: Enquête Fractures françaises, 2022, CEVIPOF, FJJ, Le Monde, IPSOS